



PHILOSOPHIE

Hannah Arendt avait prévu la crise de nos écoles

Page B 6



IDÉES

Une société en mode survie

Page B 5

CAHIER B

PERSPECTIVES

Du smog sur Bali

Les positions divergent grandement à propos des objectifs à fixer pour la deuxième phase du protocole de Kyoto



PAULO LIEBERT AGENCE FRANCE-PRESSE

La partie s'annonce difficile à Bali où, outre Washington, la Chine et l'Inde seront priés de se joindre à la lutte contre les changements climatiques. Sur la photo, Pékin par une journée de smog.

C'est une joute politico-stratégique complexe qui s'amorce lundi à Bali, où des représentants de 180 pays seront réunis jusqu'au 14 décembre pour négocier officiellement la seconde phase du protocole de Kyoto. L'Union européenne se posera en modèle à suivre, la Chine et l'Inde lutteront contre toute mesure contraignante et le Canada jouera les élèves récalcitrants.

ALEXANDRE SHIELDS

« Nous avons moins de 10 ans pour empêcher que surviennent des changements climatiques dangereux », a prévenu cette semaine Papa Seck, l'un des auteurs de l'édition 2007 du *Rapport mondial sur le développement humain*, publié cette semaine par les Nations unies. « On ne parle pas de changements sécuritaires, puisque ça n'existe pas. On parle seulement d'éviter une catastrophe. » Il y a quelques semaines, le secrétaire exécutif de la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques, Yvo de Boer, avait pour sa part jugé « criminellement irresponsable » de ne pas s'attaquer au problème.

C'est dire la volonté d'agir que les scientifiques, négociateurs, représentants d'ONG et décideurs politiques devront avoir à l'esprit en débarquant à Bali à partir de lundi. Concrètement, ils tenteront de lancer les négociations pour conclure en 2009 un nouvel accord des Nations unies avec, sur la table, différents rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), réuni par l'ONU, qui prédisent le pire si des gestes significatifs ne sont pas faits.

Reste que les positions divergent grandement sur les objectifs à fixer pour la deuxième phase du protocole de Kyoto, qui s'échelonne de 2012 à 2020. Dans ce domaine, l'Europe — où l'engagement envers Kyoto était collectif — fait figure d'élève modèle. Les 15 pays de l'Union européenne qui se sont engagés à réduire globalement leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) de 8 % d'ici à 2012 par rapport au niveau de 1990 seront en mesure d'y parvenir. Les mécanismes prévus en vertu du protocole de Kyoto y ont été mis en place efficacement, notamment le marché des permis d'émissions (qui a représenté près de 30 milliards de dollars en 2006) et les projets de « puits à carbone » — des forêts qui absorbent les gaz responsables du réchauffement climatique.

L'Union européenne propose désormais de réduire les émissions de 30 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2020. Pour cela, les autres pays développés doivent toutefois emboîter le pas. Mais même si ce n'est pas le cas, l'UE a déjà annoncé, en mars dernier, qu'elle entendait réduire ses émissions de GES de 20 % en adoptant toute une série de mesures, notamment la promotion des énergies renouvelables.

Le sentiment d'urgence semble s'être véritablement frayé un chemin en Europe, à en croire les propos tenus cette semaine par le commissaire à l'Environnement de l'Union européenne, Stavros Dimas. « L'objectif du futur accord doit être de limiter le réchauffement de la planète à deux degrés Celsius au-dessus des températures de l'ère préindustrielle, afin d'éviter les effets les plus catastrophiques du changement climatique », a-t-il soutenu. Cet objectif pourra être atteint si les émissions mondiales cessent d'augmenter au cours des 10 ou 15 prochaines années et qu'elles sont réduites d'ici à 2050 d'au moins 50 % par rapport à leur niveau de 1990, les pays développés devant prendre en charge une part plus importante de l'effort.

Fait à noter, une écrasante majorité de scientifiques estime qu'au-delà d'un réchauffement de deux degrés Celsius, la planète basculerait dans un sens défavorable à l'humanité, les plus démunis étant les plus affectés. Or, rien que pour limiter le réchauffement à deux degrés, il faut que les pays divisent par deux leurs émissions de CO₂, ce qui, dans un monde où la population croît à la vitesse grand V et où l'industrialisation est galopante, apparaît pour l'instant difficile à réaliser.

Rien de contraignant ?

D'ailleurs, en matière de population et d'industrialisation, l'imposante Chine se présentera à Bali avec une position claire: pas question de mettre en place des objectifs de réduction contraignants. Cette position a été réitérée dans une déclaration commune signée lundi dernier avec la France, qui tente de faire le pont entre l'Europe et les puissances émergentes. Les deux Etats y ont réaffirmé l'objectif pour la communauté internationale de « stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui n'engendre pas de perturbations dangereuses du système climatique », sans plus de précision sur le niveau en question.

Chinois et Français se sont néanmoins engagés à prendre « des mesures énergiques pour encourager le développement, la mise en œuvre et la diffusion de technologies à faibles émissions de carbone » ainsi qu'à « œuvrer de concert pour garantir qu'elles deviennent abordables ». Quelques jours auparavant, la Chine a soutenu qu'elle coopérerait avec les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour lutter contre le réchauffement climatique. La Chine entend notamment réduire sa consommation

d'énergie de 20 % par unité de produit intérieur brut au cours des cinq prochaines années.

Le hic, c'est qu'après plusieurs années d'une croissance exponentielle, le pays est en passe de devenir le premier émetteur mondial de CO₂, devant les États-Unis. La Chine est notamment le premier producteur et consommateur de charbon, énergie fossile très dommageable pour l'environnement. Le pays a signé et ratifié le protocole de Kyoto, mais il n'est pas lié, pour la première phase du traité, par des objectifs contraignants.

Le Canada exigeant

Lorsqu'il a qualifié le protocole de Kyoto d'« erreur » à ne plus jamais répéter, dimanche dernier au sommet du Commonwealth, le premier ministre Stephen Harper a justement fait référence au fait que de gros émetteurs de CO₂, notamment les États-Unis, la Chine et l'Inde, n'ont aucune cible absolue de réduction des GES à respecter. Il a ajouté, et répété toute la semaine à la Chambre des communes, que le Canada n'appuiera aucun traité qui n'imposerait pas de telles cibles à ces pays.

Son ministre de l'Environnement, John Baird, a du même coup reconnu que la volonté canadienne de mettre au pas ces trois États risquait fort de ne pas passer le test à la rencontre de Bali. « Je pense que les Nations unies ne s'attendent pas à ce que ça se produise », a-t-il jugé. Sera-t-il possible d'inclure les trois pays visés avant la fin des négociations prévues au plus tard en 2009? Le ministre Baird n'a pas voulu s'avancer sur ce terrain.

De son côté, « le plus meilleur pays du monde » est un véritable cancre environnemental qui est loin d'avoir atteint les objectifs de la première phase. Les émissions de GES ont augmenté de 27 % depuis 1990, alors qu'elles auraient dû baisser de 6 %. Le plan de lutte contre les changements climatiques des conservateurs prévoit d'abaisser d'ici 2020 les émissions de GES de 150 millions de tonnes, soit une diminution de 20 % par rapport aux émissions de 2006 et non celles de 1990, comme le veut plutôt le protocole de Kyoto. Le Canada a d'ailleurs été qualifié cette semaine de « cas extrême » d'inaction en matière de changements climatiques dans le rapport 2007 des Nations unies sur le développement humain.

Pour justifier leur position, les conservateurs ont tout à tour fait valoir que le retard pris résultait des lacunes des libéraux dans ce dossier et que l'application des objectifs de réduction des GES serait une catastrophe économique. Un argument « d'un ridicule consommé », selon Olivier Boiral, professeur titulaire

de la chaire de recherche du Canada sur les normes internationales de gestion et les affaires environnementales à l'Université Laval.

Il estime au contraire que l'exemple européen prouve la viabilité économique du protocole, mais aussi que « les entreprises comprennent de plus en plus que le fait de se positionner sur l'axe "environnement" leur donnera un avantage comparatif ». Selon lui, on pourrait faire un bon bout de chemin en misant sur le marché du carbone et en mettant en place des mécanismes de développement propre.

M. Boiral est aussi d'avis qu'il faudrait augmenter l'aide aux pays en développement pour leur permettre de faire le saut dans le train de Kyoto. Selon un rapport de l'ONU divulgué en août, il faudra en outre investir quelque 200 milliards d'ici 2030 pour enrayer la hausse des températures par des changements profonds aux modes de production de l'énergie, soit entre 1,1 % et 1,7 % de l'investissement global annuel.

L'UE propose désormais de réduire les émissions de 30 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2020

Le Canada «saboteur»

Dans ce contexte, quelle sera la position défendue par le Canada autour de la table? Tous les groupes écologistes, partis politiques et observateurs de ce genre de négociations consultés par *Le Devoir* sont formels: les conservateurs vont tenter de saboter la rencontre afin d'affaiblir le protocole de Kyoto. Les députés de l'Assemblée nationale ont voté mercredi à l'unanimité en faveur d'une motion exprimant leur désaccord « quant à la position du gouvernement canadien ».

« Les déclarations de Harper confirment que le gouvernement n'a pas l'intention d'entreprendre quelque effort significatif que ce soit [...] », a expliqué le responsable de la campagne *Énergie et climat* de Greenpeace,

Arthur Sandborn. Il considère que l'argument voulant que rien ne pourra se faire sans que la Chine et l'Inde s'engagent formellement ne tient pas la route. Les pays industrialisés sont responsables d'environ 80 % de l'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ils ne représentent pourtant que 25 % de la population mondiale. Ainsi, chaque Canadien produit en moyenne 20 tonnes de CO₂ par année, comparativement à 3,84 tonnes par habitant pour la Chine et 1,2 tonne pour l'Inde.

« Le protocole de Kyoto est basé là-dessus, a poursuivi M. Sandborn. Les pays membres de l'ONU se sont donc entendus pour que ce soit les pays industrialisés qui prennent d'abord le leadership de la réduction des émissions puisqu'ils disposent de beaucoup plus de ressources financières, techniques et humaines pour relever ce défi.

VOIR PAGE B 2: BALI

Cours intensifs de langues

- ▶ Début des cours : 14 janvier
- ▶ Cinq niveaux (de débutant à avancé)
- ▶ Groupes restreints vous permettant de partager une expérience d'apprentissage unique avec des étudiants d'ici et d'ailleurs
- ▶ Programme menant au : Certificat de compétence en anglais de McGill ou au Certificat de compétence en français de McGill.



(514) 398-1212 (programme d'anglais)
(514) 398-1202 (programme de français)

La langue, facteur de discrimination?

Colloque sur la langue et l'immigration

Dates : 10 décembre de 9 h à 17 h
11 décembre de 9 h 30 à 16 h 30
Lieu : 688, rue Sherbrooke Ouest, salle 1041

Pour de plus amples renseignements: www.mcgill.ca/conted-translation



PERSPECTIVES



Gil Courtemanche

Mon vieux curé

Quand j'ai vu le sublime témoignage du cardinal Ouellet devant la commission Bouchard-Taylor, je me suis frotté les yeux comme après un mauvais rêve. Je me retrouvais à l'école Sainte-Bernadette en 1950. Les mêmes clichés, la même foi aveugle, les mêmes admonestations. À cette époque, je croyais vraiment que les mécréants dont j'étais, ceux qui trichaient au carême, avaient de mauvaises pensées et regardaient les filles d'un air concupiscent étaient voués aux supplices éternels. Je fis mille cauchemars car la vie ne cessait de me proposer l'enfer et rarement le paradis. Je regardais le cardinal à la télé et je voyais mon ancien curé qui venait faire l'examen de catéchisme, entendant les mêmes paroles suaves, les mêmes menaces, le même constat de dépravation de la société moderne. À cette époque, je ne savais pas que je vivais dans une société moderne, mais le curé le savait, lui, et il semblait que le modernisme, notamment la télévision qui apparut trois ans plus tard, menaçait la fibre solide du peuple québécois. Voilà, je faisais un mauvais rêve.

Je me suis dit en regardant le triste cardinal que son intervention serait accueillie avec quelques froissements de sourcils, des commentaires polis et un silence total, car cet homme m'apparaissait comme un Martin, et on ne commente pas les propos des extraterrestres ou des marginaux illuminés. On les rapporte, sans plus.

J'attendais le désintéressement, ce fut le tollé et le olé. Nous voilà repartis comme en 1960 au sujet de la place de l'Église dans la société, comme dans les années 80 à propos de l'enseignement de la religion à l'école. Le Québec et surtout ses intellectuels adorent reprendre des débats passés pour se prouver qu'ils sont enfin modernes, comme si nous n'en étions jamais certains. La sortie du pilier conservateur de l'Église ne méritait qu'un respect poli et un profond silence. Je me disais: «Je n'écrirai pas sur un mauvais rêve, sur un cardinal de 2007 qui me fait penser à mon curé de 1950.»

Mais le cardinal est «sur une mission», comme on dit en anglais. Quelques jours plus tard, il publie une fascinante lettre d'excuses pour les péchés passés de l'Église, et si mon catéchisme dit vrai, selon cette lettre, l'Église devrait se retrouver en enfer. Ce ne fut pas sa conclusion. L'Église demande pardon et, bien sûr, son Dieu l'entend et lui évite l'enfer. Maintenant, on ne parle que du cardinal Ouellet.

Si les Québécois ne pratiquent plus même s'ils croient majoritairement en Dieu, c'est que, comme moi, ils ont trop connu de cardinaux Ouellet, ces prédicateurs intégristes d'un dogme et de règles qui n'ont aucun rapport avec les livres saints mais seulement avec la volonté de l'Église d'enrégimenter la vie des humains sans égard à leur bonté ou à leur conduite exemplaire. Je connais une femme qui fut excommuniée à Saint-Jean parce qu'elle était tombée amoureuse d'un soldat noir américain divorcé et souhaitait l'épouser. Ils étaient amoureux, se marièrent aux États-Unis, eurent plusieurs enfants, et ils s'aiment encore. C'est bien ce que souhaite l'Église, celle du cardinal: un couple heureux qui fait des enfants, mais elle a interdit ce couple coupable, condamné à l'enfer pour l'éternité.

M. le cardinal, les Québécois vous ont quitté parce que vous ne vivez pas, parce que vous n'êtes pas marié, parce que vous ne connaissez pas le doute et l'adultère, la tentation de l'autre, parce que vous ignorez la violence des hommes que vous avez toujours protégés et excusés, à cause du «devoir conjugal», parce que les femmes sont pour vous des sacrilèges et des porteuses de burettes, parce que le condom qui empêche le sida est un péché. Les Québécois vous ont quitté parce que vous ne vivez pas avec eux, vous vivez avec le Vatican, cette incroyable bureaucratie de la foi, ce club de vieillards frieux qui pensent posséder en propre la pensée de Dieu. Dieu, s'il existe, est sûrement plus généreux, plus souple et plus intelligent que vous. Sinon, il ne serait pas Dieu.

Il existe dans le discours du cardinal une trame fascinante qui n'a pas été relevée, sauf récemment dans mon journal. C'est le discours des intégristes musulmans, celui des intégristes américains et, bien sûr, celui des intégristes catholiques comme le cardinal Ouellet. Ce discours se résume ainsi: la Terre va mal, les conflits se multiplient, les hommes violent des femmes, la violence augmente, les sociétés sont désorganisées et sans repères, les jeunes consomment de la drogue. Et tout cela est dû à une crise de spiritualité que le retour de la religion pourrait résoudre. Le cardinal, comme tous les intégristes, confond spiritualité et code religieux. La spiritualité n'a aucun rapport avec les dogmes et les commandements de Dieu, au contraire. Ce que le cardinal nous propose comme spiritualité, c'est la prison du dogme du Vatican. Il ne nous propose pas une morale, une éthique, un dépassement de soi, une adhésion à des projets collectifs; il nous propose un catéchisme, un code de conduite, comme un code de la route.

Notre société est effectivement en crise, mais il ne faut pas exagérer. Ce dont elle manque, ce ne sont pas des règles idiotes décrétées par des vieillards peureux réunis en conclave mais des engagements collectifs, des choix sociétaux qui privilégient le partage. Ce qui nous manque, ce n'est pas le catéchisme, c'est la solidarité, ce sentiment selon lequel nous possédons en commun ce monde et cette société et que nous sommes les seuls à pouvoir le sauver. Et que ferons-nous avec la religion, M. le cardinal? Nous ferons comme les intégristes américains: nous enseignerons à la maison et à l'église. Pour vous qui nous avez prêché le sacrifice et l'abnégation durant si longtemps, cela ne constitue certainement pas un trop grand effort de mortification. À moins que vous ne croyiez que vos troupes soient incapables de le faire. Et quand j'y pense, je me dis que c'est probablement la véritable raison de votre triste appel au secours.



Le cardinal Ouellet

Les lendemains d'Annapolis

La grande rencontre au sujet du Proche-Orient a soulevé scepticisme et cynisme

Le cynisme a trouvé sa capitale: Annapolis, État du Maryland. Sur l'échelle des réactions sceptiques, la grande conférence internationale sur le conflit israélo-palestinien qui s'est déroulée cette semaine sur une base navale près de Washington a battu des records. Des conjonctures et des ingrédients sont pourtant réunis qui pourraient potentiellement secouer le statu quo et faire avancer la paix d'un centimètre ou deux.

GUY TAILLEFER

«Si le mur de Berlin est tombé, alors pourquoi est-il si difficile de concevoir qu'une solution puisse être trouvée au conflit israélo-arabe?» Question désarmante d'Abraham Yehoshua, un des écrivains les plus célèbres d'Israël. Une majorité de Palestiniens comme d'Israéliens souhaite bien un règlement négocié, n'en déplaise aux minorités de nuisance montées en épingle dans les médias, mais peine plus que jamais à y croire: un sondage mené à chaud par le quotidien *Yediot Aharonot* indiquait jeudi que 83 % des Israéliens ne croient pas du tout qu'un accord de paix sera conclu d'ici la fin de 2008, comme les politiciens ont promis d'y travailler. Une enquête pré-Annapolis, menée de l'autre côté du mur par le sondeur palestinien Khalil Shikaki, mesurait l'absence de foi en l'avenir en des termes encore plus désespérés: une majorité de répondants n'envisageait même pas qu'une paix, même bancale, s'installe dans cinq ans.

Étaient pourtant réunis à Annapolis des ingrédients susceptibles d'ouvrir certaines perspectives: là où la volonté politique d'apaiser le conflit était totalement inexistante depuis sept ans, le président George W. Bush fait maintenant un effort pour redonner un peu de souffle à sa politique étrangère et tenter de sauver des eaux la fin de sa présidence. Pareillement, le non moins impopulaire président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, fonde sa survie politique sur la conclusion d'un accord qui tracerait au moins les contours d'un état palestinien. La grande nouveauté, c'est qu'il bénéficie dans sa démarche de l'assentiment d'une large portion du monde arabo-musulman.

Sous une pression intérieure moins lourde, l'Israélien Ehoud Olmert, qui a la particularité paradoxale d'être un premier ministre peu apprécié de l'électorat mais de se trouver à la tête d'une coalition relativement solide, a martelé jeudi dans une entrevue au journal *Haaretz* que la solution fondée sur deux États était vitale à la survie d'Israël pour des raisons démographiques.

Soulignant que les protagonistes sont en panne de légitimité, la grande majorité des commentateurs ont décrit la conférence comme un happening diplomatique (une cinquantaine de pays et d'organisations internationales s'y trouvaient, dont 16 pays arabes) qui risque de rester sans lendemain. Pas impossible, en effet, que le succès de M. Bush se résume au bout du compte au seul fait d'avoir réussi à organiser la rencontre...

Fragilité

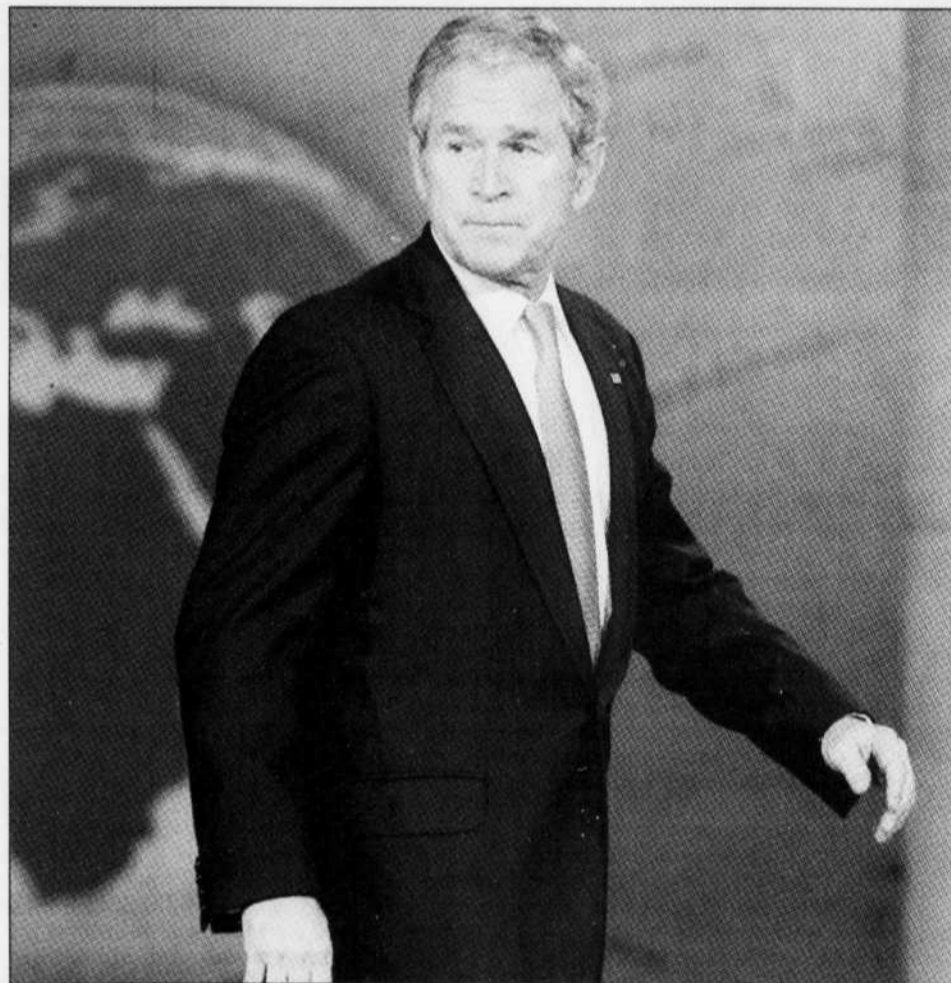
C'est pour M. Abbas et son Fatah que la position est la plus fragile. Perçu chez lui comme un bradeur de la cause palestinienne, en guerre intestine contre le Hamas, qui contrôle Gaza, il s'amène à la table des négociations sans rapport de force avec Israël sur l'ensemble des enjeux. D'abord, il n'est pas question pour l'État hébreu de rendre les territoires occupés sur lesquels ont été construits et élargis les principaux blocs de peuplement juif, spécialement autour de Jérusalem. Ensuite, le partage de Jérusalem, dont les Palestiniens revendiquent la partie est pour capitale, demeure jusqu'à nouvel ordre un sujet tabou parmi les Israéliens. Enfin, la porte est fermée à double tour s'agissant de la question très délicate du droit de retour des 4,5 millions de réfugiés palestiniens.

De quoi serait fait, dans ces conditions, le pays dont M. Abbas se propose de négocier la création? À défaut d'une entente, dit du reste crûment M. Olmert depuis un certain nombre d'années, Israël veut procéder par séparation «unilatérale» afin que vivent en Israël «un maximum de Juifs et un minimum de Palestiniens». Pour qui a visité Israël, cette séparation sociale et politique est, en bonne partie, déjà concrétisée sur le terrain, non seulement sous la forme du mur de sécurité antiterroriste isolant la Cisjordanie mais aussi, notamment, dans la façon dont Israël développe ses infrastructures routières.

M. Yehoshua, que *Le Devoir* avait rencontré en septembre dernier, n'en démord pas: «Ce qui est fondamental, c'est qu'on ne peut pas calmer le jeu sans mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens. La colonisation juive est une grande erreur et représente un obstacle majeur à la paix avec les Arabes», dit cet homme de gauche. Retourner aux frontières de 1967 d'avant la guerre de Six Jours? Pour Aluf Benn,



Mahmoud Abbas et Ehoud Olmert semblaient contents à Annapolis.



Le président George W. Bush a offert un point de presse à Annapolis mardi.

journaliste politique au *Haaretz*, «il devient de plus en plus difficile de revenir en arrière».

L'ombre de l'Iran, le déni de Gaza

À défaut d'y être, il reste que l'ombre lourde de l'Iran a pesé sur la conférence internationale. C'est que, dit M. Yehoshua, «le monde arabe, ayant longtemps attisé le conflit israélo-palestinien, n'a plus intérêt à le faire au vu de la montée du fondamentalisme et de l'Iran dans la région». D'un point de vue géopolitique, la nouvelle ferveur de Washington et des pays arabes sunnites, l'Arabie saoudite au premier chef, en faveur de la création d'un État palestinien sous l'impulsion de M. Abbas est inspirée par la montée du chiisme iranien et de son influence sur l'Irak. Annapolis aura été l'occasion pour M. Bush de tenter de consolider le front commun des pays arabes sunnites contre Téhéran. La présence de la Syrie au happening était éloquent: s'agissant d'éloigner Damas de son allié iranien en lui faisant miroiter un règlement territorial avec Israël au sujet des hauteurs du Golan.

«Les Palestiniens et le Hamas ne représentent aucun danger pour Israël. Ce sont des moustiques. La grande menace, c'est l'Iran et ses visées nucléaires», résume Ilan Greilsammer, politologue à l'université de Bar-Ilan à Tel-Aviv. La peur de l'Iran est partagée partout dans le monde

de politique et intellectuel israélien, toutes tendances confondues.

Si l'ombre de l'Iran a plané sur Annapolis, la conférence a complètement fermé les yeux sur la catastrophe humanitaire qui prévaut à Gaza, emmuré par Israël depuis que les forces du Hamas, soutenu par Téhéran, y ont pris le contrôle en juin dernier au terme d'affrontements fratricides avec le Fatah. Avec le soutien de l'Occident, Abbas fait le pari qu'un accord de paix finira par effacer l'influence du Hamas, pourtant vainqueur des législatives de janvier 2006.

Rien n'est moins sûr, disait récemment Robert Malley, de l'International Crisis Group: «S'agit-il d'une stratégie viable à long terme? Absolument pas. Un processus politique centré sur la Cisjordanie qui ne tient pas compte de Gaza et du Hamas est voué à l'échec.» Pendant ce temps, 67 % des Gazaouites vivent avec moins de 2 \$ par jour et 90 % de l'activité économique a cessé. Le secteur de la santé est particulièrement affecté. «Le blocus israélien est coupable», dit le journaliste Khaled Abu Toameh, du *Jerusalem Post*. «Mais on oublie toujours de dire que l'Égypte et l'Arabie saoudite le sont également: ils affichent la plus totale indifférence aux souffrances des habitants de Gaza.»

Le Devoir

BALI

SUIITE DE LA PAGE B 1

En un mot, la Chine et l'Inde n'ont pas causé ce problème, cette responsabilité, c'est celle des pays industrialisés, donc la nôtre. C'est l'esprit du fameux «engagement commun mais différencié» inclus dans le protocole.

Bernard Bigras, porte-parole bloqué en matière d'environnement, se dit pour sa part convaincu de l'existence d'un véritable «plan» conservateur pour que Bali soit un «échec». «La position canadienne semble inexistante, mis à part la volonté qu'il n'y ait pas de mandat à la sortie de Bali, alors

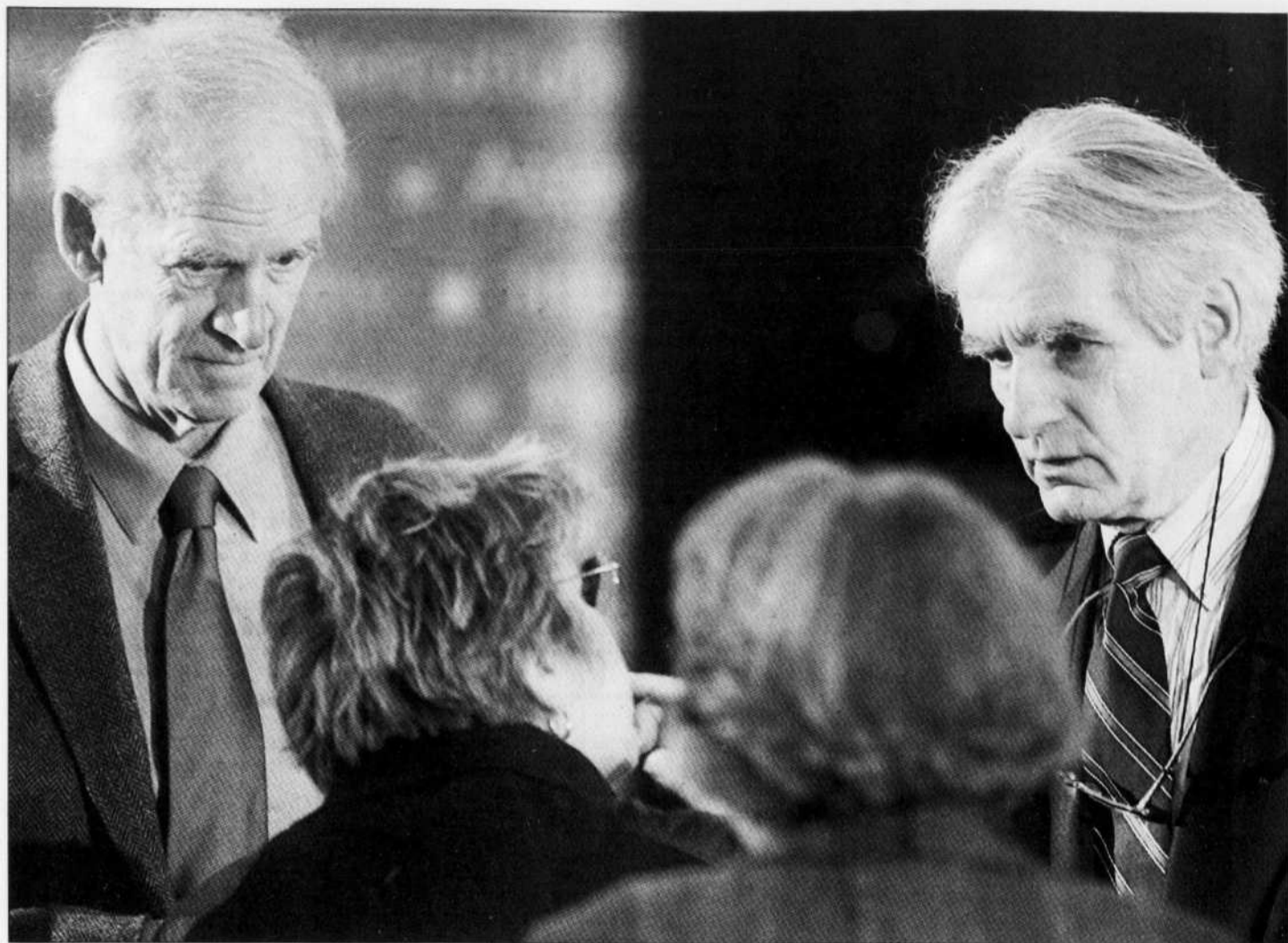
que l'Union européenne dit qu'elle est prête à réduire ses GES de 30 % si les pays industrialisés emboîtent le pas.» Même l'Australie, désormais dirigée par le parti travailliste, s'est dite favorable à une signature prochaine du protocole. Les États-Unis, eux, y sont toujours opposés.

Et si la rencontre de Bali n'est pas couronnée de succès, les conséquences pourraient être lourdes pour la deuxième phase de Kyoto, à expliquer le porte-parole d'Equiterre, Sydney Ribaux. Selon lui, il faut prendre en considération qu'il peut s'écouler un certain laps de temps entre la signature d'un accord et sa ratification

par chacun des pays. «Si on signe un accord en 2009, il nous reste seulement trois ans pour le ratifier et on risque de manquer de temps», a-t-il prévenu. De plus, le monde aura les yeux rivés sur les décideurs réunis en Indonésie, à commencer par les entreprises qui souhaitent investir dans les Bourses du carbone. «Il faut donc un signal clair disant qu'après 2012, il y aura de nouvelles cibles», a-t-il souligné. Sans quoi, plusieurs projets de développement de technologies propres pourraient être compromis.

Le Devoir

PERSPECTIVES



Une politique publique de gestion de la diversité peut-elle s'analyser indépendamment d'une politique de lutte contre le racisme et les discriminations?

La commission Bouchard-Taylor

Nécessaire, l'examen de conscience ?

Après des décennies de progrès et de gains, les principes et les valeurs politiques fondamentales du Québec ont été oubliés

Qu'est-ce qu'un Québécois, un Iroquois, un juif, un musulman, une femme ou un homosexuel? Pourquoi les problèmes identitaires ont-ils occupé tant de place au cours des dernières décennies? Et d'abord, fallait-il une commission de consultation pour se poser de telles questions?

STÉPHANE BAILLARGEON

Une revendication identitaire peut en cacher une autre. Les Québécois francophones nationalistes ont tendance à l'oublier mais, au fond, leur propre lutte concernant leur distinction fondamentale partage une large plate-forme avec les batailles des groupes minoritaires réclamant des accommodements reliés à leurs différences culturelles, religieuses ou sexuelles.

«Les mouvements sociaux et nationalistes des années 1960-70 ont provoqué au Québec comme ailleurs de nouvelles façons de concevoir et de prendre en compte la diversité dans l'espace public», explique Micheline Labelle, professeure titulaire du département de sociologie de l'UQAM, directrice du Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC). Ce centre regroupe une vingtaine de chercheurs réguliers et autant d'associés autour des phénomènes liés à l'immigration internationale, la gestion étatique de la diversité, le sort fait aux autochtones ou l'étude du nationalisme, par exemple. «Ces mouvements ont mené une infinité de combats, milité pour les droits des femmes, obtenu des aménagements pour les handicapés, fait reconnaître l'égalité des gais, poursuit-elle. Il n'y a pas une identité féminine, autochtone ou musulmane, mais un bricolage autour des variables que sont le sexe, l'origine et la culture. N'empêche, toutes les batailles sur ces questions peuvent être liées entre elles comme des luttes de reconnaissance de la diversité.»

Dans ce portrait de groupe avec «nous», le voisin peut déranger, même si le Québécois (anglo, franco ou allophone), pas plus que le juif, le sikh ou l'homosexuel, ne peut revendiquer le monopole de la juste plainte identitaire. Comme le dit la chanson, ce qu'il y a d'embêtant dans la morale, c'est la morale des autres.

Toutes les sociétés se voient confrontées à des problèmes plus ou moins semblables. L'Observatoire international sur le racisme et les discriminations, une création originale du CRIEC, en témoigne jusqu'à plus soif. Le vaste monde n'arrête pas de tourner parce que le Québec passe aux confidences quotidiennes devant le divan des bons docteurs Bouchard et Taylor.

En France, un rapport de la Commission des affaires culturelles du Sénat montre que la di-

versité sociale des étudiants admis aux classes préparatoires des grandes écoles s'est dégradée. En clair: les héritiers de l'élite, pour parler bourgeoisement, héritent de plus en plus des bonnes places menant aux meilleures fonctions de la République. L'experte indépendante des Nations unies sur les minorités vient d'ailleurs de blâmer la France parce que «les membres des communautés minoritaires y font l'objet d'une grave discrimination». Elle juge aussi que «le racisme est vivant, pernicieux et cible clairement les minorités visibles issues de l'immigration, qui sont pour la plupart des citoyens français».

En Grande-Bretagne, un rapport tout frais du Home Office calcule la contribution fiscale des immigrants. Les néo-Britanniques comptent pour 10 % des recettes fiscales et ont permis d'accumuler environ 64 milliards de dollars en taxes en 1999-2000. N'empêche, un sondage mené dans 47 pays par le Pew Global Project montre que la population mondiale, y compris celle de Sa Majesté, juge bénéfiques les échanges économiques tout en partageant de larges inquiétudes relatives à l'immigration des personnes.

Excès identitaires

Cela dit et noté, quelque chose vient de casser, ici comme ailleurs. Après des décennies de progrès et de gains, un nouveau rappel à l'ordre semble sonner. «Les excès identitaires, le multiculturalisme excessif, les dérives de la politique de la mémoire, la balkanisation croissante de la société, la montée de l'idéologie victimaire, tout cela contribue, sinon au recul, du moins à la tentative de freiner le mouvement», observe encore la professeure Labelle. On attribue même l'effritement de la communauté politique aux excès des mouvements sociaux.

Elle-même n'adhère pas à cette vision noircissant le trait pour mieux refuser les demandes d'accommodements en tous genres pour les handicapés, les femmes ou les minorités visibles et invisibles. Elle voit même dans la formation de la commission Bouchard-Taylor un reflet patent de ce contrecoup, de la contre-révolution en marche dans les sociétés occidentales et au Québec en particulier.

«Pour certains commentateurs, la commission gère maintenant les excès. La confusion autour de la notion de multiculturalisme en témoigne. Que dénonce-t-on au juste? La politique officielle canadienne et australienne ou la prise en compte de la diversité qui engloberait toutes les diversités? Beaucoup d'intellectuels disent que nos problèmes viennent de la Charte canadienne des droits. C'est faux. Oui, il y a un élargissement des revendications démocratiques, mais cet élargissement est d'abord et avant tout menacé par le nouveau contexte sécuritaire planétaire.»

Voilà donc l'écueil. Là encore la commission concentre le contexte au pur jus. Le Québec a franchement choisi de procéder à un vaste examen de conscience sur la question des «accommodements reliés aux différences culturelles»,

comme le dit l'appellation contrôlée de l'exercice. Cette affirmation, comme toute autre, s'avère en même temps une négation. «On ne tiendra pas d'audiences sur les revendications des femmes ou en milieu de travail», note la professeure. On s'interroge sur l'immigration. Ce ne sont pas les témoins de Jéhovah qui sont ciblés. Le retour du refoulé porte un peu sur les juifs ou les sikhs, mais essentiellement sur les musulmans, même si la très, très grande majorité des accommodements raisonnables ne les concernent pas. Le contexte international influence donc fortement les débats et il faut bien se poser la question: en quoi le climat sécuritaire planétaire et la montée du néoconservatisme, voire d'un nouveau racisme, doivent-ils être pris en compte dans l'analyse de la question des accommodements raisonnables?»

Une autre question fondamentale s'arrime à celle-ci: une politique publique de gestion de la diversité peut-elle s'analyser indépendamment d'une politique de lutte contre le racisme et les discriminations? Mme Labelle note alors qu'une commission parlementaire a accouché d'une proposition d'une telle politique (*Vers une politique de lutte contre le racisme*) à l'automne 2006. «Elle a moins attiré l'attention des médias et n'a pas suscité de position publique de la part des représentants de l'État. Dommage. Mais il faudra y arriver et l'arrimer à la politique de gestion de la diversité.»

Un socle de valeurs

Fallait-il même tenir ce débat, former la commission? «Je suis d'accord avec la formation de la commission tout en déplorant ce qui l'a entraînée, c'est-à-dire le rôle pervers des médias et le manque de courage des représentants de l'État et des partis politiques», répond la spécialiste interrogée avant le début des travaux à Montréal, mais qui se disait déjà impressionnée par la qualité des échanges. «Il était possible d'intervenir auparavant, pour rassurer la population, quand la crise a commencé, en évoquant ce que j'appelle le socle de principes et de valeurs politiques fondamentales du Québec.»

Ce socle comprend notamment la reconnaissance du français comme langue publique commune, la démocratie et l'égalité entre les hommes et les femmes. Seulement, au bout du compte, ces principes et ces valeurs aident certainement à définir le Québec, mais sans pour autant régler les problèmes d'identité des Québécois. «L'identité demeure un questionnement profond», commente la professeure. Aux crises proprement québécoises découlant de notre situation minoritaire, il faut ajouter les flux de communications mondialisés, les liens transnationaux, le multilinguisme, les unions mixtes, etc. Malgré tout, je ne parle pas d'un éclatement arbitraire des identités. Je pense plutôt que la construction politique des identités demeure un fait important. La preuve vient des autochtones, qui réclament partout dans le monde d'être appelés par leur nom: les Inuits, les Montagnais, etc.»

Parlons-en, en terminant. Jeudi soir, au forum en anglais, une Mohawk a pris la parole pour dénoncer le génocide post-colombien des Amérindiens de tous noms, d'un bout à l'autre du continent. Elle a rappelé que Louis le quatorzième, Roi-Soleil, avait donné l'île de Montréal aux sulpiciens, comme si ce territoire lui appartenait. Les ancêtres de la dame vivaient ici alors que la dynastie capétienne et la maison de Bourbon n'existaient même pas. D'autres intervenants ont dénoncé l'exclusion du rapport aux Premières Nations dans les travaux de la commission, une décision du gouvernement.

«On peut s'étonner de l'autorisation de parler des néo-Québécois installés ici depuis quelques mois et de l'interdit concernant les Premières Nations», conclut Micheline Labelle. C'est une autre question fondamentale qu'il faut adresser à cette commission: une politique publique de la diversité peut-elle faire l'économie de la question autochtone afin de contrer l'exclusion systématique dont les autochtones sont l'objet?»

Plusieurs revendications identitaires peuvent donc en cacher une seule...



Michel David

Le courage de gouverner

À l'époque où Pauline Marois était ministre des Finances, son collègue de la Santé, François Legault, avait tenté de la convaincre de la nécessité d'une hausse des impôts. Selon lui, c'était la seule façon d'empêcher une crise majeure dans le réseau.

A quelques mois du déclenchement des élections, Mme Marois avait refusé. De toute manière, le premier ministre Bernard Landry ne voulait rien entendre. A la surprise générale, le PQ avait entrepris une belle remontée à la fin de 2002 et il n'était pas question de faire quoi que ce soit qui risquait de casser cet élan.

Au printemps 2006, quand Stephen Harper a annoncé une baisse de 1 % de la TPS, M. Legault n'a pas davantage réussi à convaincre André Boisclair de s'engager à occuper l'espace fiscal ainsi libéré en augmentant la TVQ. Cette fois, le PQ était en chute libre et il ne fallait pas risquer d'empirer les choses.

Le compte rendu d'une entrevue que Mme Marois a récemment accordée à *L'Exemplaire*, un hebdomadaire publié par les étudiants en journalisme de l'Université Laval, laissait croire qu'une fois au pouvoir, elle augmenterait la TVQ, ce qui rapporterait plus d'un milliard de dollars.

Un collègue de *La Presse* a pris soin de vérifier auprès de son attaché de presse, Manuel Dionne, si c'était bien ce qu'il fallait comprendre. Ce dernier a confirmé. «Autres temps, autres mœurs. Il y a un changement de chef et il y a des idées qui changent.»

Vingt-quatre heures plus tard, Mme Marois a contredit M. Dionne. Elle voudrait bien que le gouvernement Charest profite de la baisse de la TPS pour augmenter la TVQ, mais s'il refuse, elle ne le fera pas non plus.

Il est assez difficile de comprendre comment l'attaché de presse de la chef du PQ, qui assistait à l'entrevue accordée à *L'Exemplaire*, a pu interpréter aussi mal sa position. «Manuel s'est planté», a-t-on expliqué à son bureau. Il faut croire que les étudiants de l'Université Laval se sont plantés eux aussi. Dure journée! Admettons qu'il a pu y avoir un malentendu, mais les propos de Mme Marois manquaient manifestement de clarté.

Remarque, il lui est déjà arrivé d'effectuer des virages à 180 degrés. Le soir de son élection dans Charlevoix, elle s'était engagée à nommer un «ministre de la souveraineté» dans son futur cabinet. Deux jours plus tard, elle s'était ravisée. Cette fois-là, son entourage avait invoqué la fatigue. On traite Mario Dumont de «girouette», mais Mme Marois n'est pas toujours facile à suivre.

Certes, une augmentation de la TVQ comporte un risque politique. Il aurait évidemment été préférable qu'une éventuelle hausse coïncide avec la baisse de la TPS, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier. Le contribuable-consommateur n'aurait alors vu aucune différence sur sa facture.

Malheureusement, le gouvernement Charest devait être conséquent avec sa décision inconsiderée de consacrer à une baisse d'impôt sur le revenu la totalité des 700 millions que le gouvernement Harper avait ajoutés à la péroration dix jours avant les élections québécoises de mars dernier. Après avoir été accusé pendant quatre ans de ne pas tenir ses promesses, il pouvait difficilement reprendre d'une main ce qu'il avait accordé de l'autre.

Même après que Mme Marois eut nié vouloir augmenter la TVQ, le premier ministre s'est empressé de l'accuser de vouloir «encourager les consommateurs à aller acheter à Plattsburgh». La veille, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, avait dit trouver «honteux» que le PQ veuille «aller chercher de l'argent dans la poche des pauvres».

Mme Marois aurait pu lui répliquer que les ménages à faible revenu peuvent bénéficier d'un remboursement de la TVQ tandis que, par définition, une baisse de l'impôt sur le revenu ne profite pas à ceux qui sont trop pauvres pour en payer.

Il y a deux façons de faire de la politique. La première consiste à éviter systématiquement tout ce qui risque d'indisposer les électeurs, quitte à nier les problèmes, en espérant qu'ils seront reconnaisants de cette passivité. Ce n'est pas très glorieux, mais il faut malheureusement reconnaître que cela peut être rentable.

Plus dérangeante, «l'autre façon de gouverner», comme disait Jacques Parizeau, exige du courage mais permet de s'attaquer aux problèmes. Mme Marois a très bien saisi les avantages d'une hausse de la TVQ. «Pensez à la forêt, au secteur manufacturier, aux personnes âgées et à tout le reste. Il y avait aussi une possibilité d'aider les municipalités.»

La chef du PQ n'a pas à s'inquiéter: si le PQ reprend le pouvoir, il y aura encore une foule de besoins à combler, même si la situation s'est améliorée en forêt et dans l'industrie manufacturière. Peu importe les recommandations que fera la commission Castonguay, le réseau de la santé aura toujours besoin d'argent, les universités continueront à crier famine et le maire Gerald Tremblay ne manquera jamais de projets.

Les contribuables trouvent généralement que les gouvernements font un mauvais usage des fonds publics. Les sondages indiquent toutefois qu'ils seraient disposés à accepter une taxe destinée à un usage précis. Il appartient aux hommes et aux femmes politiques de leur en démontrer la nécessité.

Hier, Mme Marois a accusé Mario Dumont de manquer de courage parce qu'il refuse de se joindre à elle pour exiger que le gouvernement Charest augmente la TVQ afin de financer un plan d'urgence pour la forêt. Peut-être, mais le chef de l'ADQ a au moins le mérite de la cohérence. Il ne demande pas aux autres ce qu'il n'entend pas faire lui-même.

Même si tout n'a pas été parfait, il faut reconnaître que Mme Marois a bien rempli les divers mandats qui lui ont été confiés au cours de sa longue carrière ministérielle. Ce n'était cependant pas elle qui prenait les décisions finales. C'est une «nouvelle» Pauline Marois qui est apparue au printemps dernier. Maintenant qu'elle a les coudées franches, il reste à voir si elle peut faire les choses autrement.



Les témoignages ont été nombreux lors du passage de la commission à Montréal.

Le Devoir

m david@ledevoir.com

ÉDITORIAL

Connaîtra-t-on
la vérité un jour?

La première visite de l'homme d'affaires déchu Karlheinz Schreiber devant un comité des Communes, jeudi matin, apparaît comme une petite victoire de l'opposition, qui veut en débattre avec le gouvernement conservateur. Malheureusement, il y a peu de chances que nous en apprenions suffisamment pour avoir une idée exacte de ce qui s'est vraiment passé.

Pour le spectacle, c'est réussi. Tout le monde en a pour son argent avec ce Karlheinz Schreiber. Ancien juge dans son pays d'origine, l'Allemagne, lobbyiste redoutable et entremetteur de haut niveau dans la recherche de contrats pour des entreprises comme Airbus et Thyssen, l'homme est coloré à souhait, brillant comme un singe et rusé comme un personnage de James Bond. Riche des énormes commissions accumulées grâce à ses «affaires», il est encore en mesure de se payer un des avocats les plus réputés au pays, Edward Greenspan, celui-là même qui défend Conrad Black.

Depuis huit ans, Schreiber a réussi à retarder son extradition pour l'Allemagne, où il est accusé de fautes multiples. Hier encore, il a obtenu un nouveau délai du tribunal qui pourrait durer jusqu'à ce que la Cour suprême rende une décision, si d'aventure elle acceptait d'entendre sa requête d'annulation de l'ordre d'extradition déjà prononcé contre lui.

C'est dire que M. Schreiber pourra continuer à comparaître non seulement devant le comité de l'éthique de la Chambre des communes mais aussi devant la commission d'enquête qui devrait commencer ses travaux l'hiver prochain. Heureusement qu'il y a cette commission annoncée à contre-cœur par le premier ministre Stephen Harper. En effet, à part le côté divertissant des travaux de ce comité des Communes à la veille d'élections générales qui ne sauraient tarder, on ne doit pas s'attendre à connaître la vérité à la suite des témoignages de MM. Schreiber et Mulroney.

La formule même de l'interrogatoire politique limité dans le temps pour chaque parti est contaminée par les intérêts partisans de chacun, sans parler de l'absence d'enquête préalable, de documents indispensables à la construction d'une preuve et de contre-interrogatoires de la part de procureurs expérimentés. Tout cela ne peut conduire qu'à des réponses incomplètes, décousues, ambiguës et contradictoires.

Tel a été le cas jeudi lorsque M. Schreiber a refusé de répondre à la plupart des questions et s'est contenté de placer quelques rares pièces du casse-tête sur la table, sans ordre ni logique, parfois contraires à ses déclarations passées.

Celle-ci, par exemple, faite sous serment il y a moins d'un mois, selon laquelle les 300 000 \$ versés à M. Mulroney en 1993 et 1994 devaient servir à la promotion de l'entreprise de fabrication de machines à pâtes alimentaires que Schreiber s'appropriait à mettre sur pied. Cet argent n'avait rien à voir avec des pâtes, a déclaré M. Schreiber à deux reprises jeudi. Cette somme portait plutôt sur des services à venir dans le cadre de l'implantation d'une usine de véhicules militaires en Nouvelle-Écosse, a-t-il ajouté.

Il sera donc difficile, voire impossible, de démêler le vrai du faux dans les réponses de M. Schreiber aux députés. Celui-ci soutient que c'est un proche de l'ancien premier ministre Mulroney, Fred Doucet, qui l'aurait sollicité pour venir en aide à Brian Mulroney, alors en difficultés financières, et que c'est lors d'une rencontre à la résidence secondaire du premier ministre que l'entente aurait été conclue. Or, jusqu'à preuve du contraire, cette chronologie des faits est contredite par M. Mulroney, pour qui les événements n'auraient eu lieu qu'après son départ de la vie publique, ce qui fait toute la différence.

Autre contradiction: M. Schreiber a lancé jeudi que l'argent devait servir à payer d'avance des services à venir. C'est le contraire de ce qu'il a déjà affirmé, ce qui devrait faciliter les choses pour les avocats tout aussi chevronnés de M. Mulroney.

De cette montagne de déclarations — celles de M. Schreiber, qui a expliqué que ce n'est pas une somme de 300 000 \$ qui a été promise à M. Mulroney mais bien une somme de 500 000 \$, dont une partie n'a jamais été versée parce que M. Mulroney n'aurait pas fait le travail promis, ou celles de l'ex-premier ministre, qui continue de soutenir que l'argent devait servir à promouvoir une entreprise de machines à pâtes —, lesquelles sont vraies, lesquelles sont fausses?

Plus le dossier devient étoffé, plus les noms d'autres personnalités de pouvoir s'ajoutent à la liste de départ, plus les travaux de cette commission d'enquête deviennent nécessaires. Parmi les déclarations faites à ce jour par Karlheinz Schreiber, n'oublions pas qu'il y a aussi celle selon laquelle dix millions de dollars auraient été distribués au Canada pour la vente d'avions Airbus à Air Canada. Saurons-nous un jour si c'est vrai? Si oui, connaissons-nous les noms de ceux qui ont accepté d'être ainsi soudoyés en échange d'un vote à un conseil d'administration ou d'un bon mot en très haut lieu? Sans doute pas, malheureusement, mais si on ne cherche pas, on ne trouvera rien.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

Que demander de mieux
pour Griffintown?

Un des quartiers les plus sous-utilisés de Montréal a enfin un avenir! Il s'agit d'un superbe projet qui, de plus, amènera des investissements de plus de 1,3 milliard de dollars à Montréal! Que peut-on demander de mieux? Pourtant, jusqu'à maintenant, nous n'entendons que les contestataires dire que ce projet est mauvais. Il ne s'agit pas d'un vulgaire quartier Dix30 mais bien d'un projet englobant des habitations, des commerces et des bureaux. J'ose espérer que ce projet se réalisera. L'immobilisme à Montréal doit cesser. A cause d'une poignée de manifestants, nous avons perdu une salle pour un spectacle permanent du Cirque du Soleil à ce même endroit. Cette fois-ci doit être la bonne afin que Montréal évolue et demeure une belle et grande ville.

Charles Beaudet
Montréal, le 28 novembre 2007

Laveuglement idéologique
de Stephen Harper

L'attitude de Stephen Harper dans le dossier des changements climatiques tient tout simplement de l'aveuglement idéologique. En cela, il ressemble aux négationnistes de l'Holocauste malgré toutes les preuves à cet effet.

Pourtant, les changements climatiques ne sont pas une vue de l'esprit. Le dernier rapport du Groupe international d'experts sur le climat regorge de données sur les impacts actuels et futurs de ce phénomène. A ce constat s'ajoute une étude produite pour le compte de la compagnie d'assurances Lloyd's, qui nous met devant cette alternative: ou bien nous agissons dès maintenant, et cela nous coûtera 1 % du PNB mondial, ou bien nous ne faisons rien, et alors nous devons encaisser une réduction de 20 % du PNB mondial à long terme. Le choix semble évident, mais au royaume des aveugles...

Plus encore, un rapport des Nations unies

montre le Canada du doigt, qualifiant son inertie de «cas extrême». Et dire que le ministre de l'Environnement, John Baird, se rendra à la conférence de Bali avec pour objectif de saboter toute tentative d'adoption de mesures contraignantes destinées à réduire en chiffres absolus les émissions de gaz à effet de serre. A quand un tribunal international pour les crimes environnementaux?

Philippe Dorais
Montréal, le 28 novembre 2007

Clinton à la vice-présidence
et Gore à la présidence

Selon un récent sondage, il appert que la candidate démocrate à la Maison-Blanche, Hillary Clinton, se ferait battre par n'importe quel candidat républicain en lice, Terrible! C'est peut-être trop demander aux États-Unis que d'être une femme à la présidence en 2008. Mais Clinton à la vice-présidence et Gore à la présidence, voilà qui serait un bon approuvement.

Sylvio Le Blanc
Montréal, le 28 novembre 2007

Agacement linguistique

Les médias font-ils preuve de paresse, de laxisme, de négligence? Je ne suis pas un puriste de la langue française, loin de là. Mon français n'est ni meilleur ni pire que la moyenne québécoise. Mais les exemples qui suivent vous éclaireront sur la raison de mon agacement devant une anglicisation sournoise. Un succès au box-office est-il meilleur qu'aux guichets? Le spectacle live serait-il plus apprécié qu'en public et, pourquoi pas, plus direct? Le *one-man show* de votre artiste préféré serait-il plus intéressant que son spectacle solo? Vous aimez les documentaires et surtout le *making-of* d'un film? Vous adorez son douciffilm. Enfin, pourquoi courir acheter un CD alors que le disque compact s'écoute aussi bien? Les médias de langue française ont le devoir d'utiliser et d'encourager une langue qui sera toujours fragile dans l'univers anglophone. Les mé-

dias ont l'obligation de donner l'exemple et non de se faire les fossyeurs involontaires de la seule langue officielle du Québec.

Robert Giroux
Lachenaie, le 27 novembre 2007

Il serait grand temps d'agir!

Comme le rapportait *Le Devoir* cette semaine, selon Campagne 2000, la proportion d'enfants pauvres au Canada n'a pas diminué depuis 1989, et ce, malgré des promesses répétées des gouvernements de s'attaquer à ce problème. Imaginez, 18 ans après une résolution unanime de 1989 à la Chambre des communes, le taux de pauvreté chez les enfants est exactement le même! Bonne nouvelle, par contre: le Québec aurait fait diminuer ce taux, bien qu'il ne soit toujours pas acceptable.

Bravo tout de même à nos élus québécois qui font leurs devoirs. Souhaitons que ceux du fédéral en fassent autant, au pays comme à l'international. La pauvreté ne devrait jamais occuper une si grande place dans nos sociétés. Il serait grand temps d'agir!

Yvon Dupuis
Gatineau, le 27 novembre 2007

Oui et non

Je suis d'accord avec Éric Fréchette (*Le Devoir*, 26 novembre 2007, «L'Afghanistan n'est pas l'Irak»): l'Afghanistan est un pays dont le peuple a vraiment besoin de notre soutien. Je suis aussi d'accord avec lui quand il écrit que nos soldats «ont droit aux honneurs d'usage s'ils devaient avoir à payer le prix fort».

Là où je suis en désaccord total, c'est dans la manière de gérer les situations complexes.

Les chars d'assaut et les armes ne sont pas des moyens efficaces pour lutter contre le terrorisme et contre l'oppression des femmes. On ne le dira jamais assez: la guerre est elle-même un acte de terrorisme. Quand nous pleurons nos soldats morts en Afghanistan, les familles afghanes pleurent elles aussi leurs morts, victimes de notre terrorisme.

Maryse Azzaria
Sainte-Julienne, le 26 novembre 2007

REVUE DE PRESSE

Le chaud et le froid

Manon Cornellier

Karlheinz Schreiber a fait parler de lui, c'est le moins qu'on puisse dire. L'incertitude que le gouvernement Harper a laissée planer autour de l'extradition de Schreiber vers l'Allemagne a valu aux conservateurs une pluie de critiques. Ce n'est pas tant parce que les commentateurs voulaient le voir comparaître devant le comité parlementaire, dont on doutait de l'efficacité, mais bien parce qu'on veut qu'il témoigne lors de l'enquête publique promise par le gouvernement.

Selon Peter Worthington, du *Toronto Sun*, Schreiber doit rester au pays le temps nécessaire à son témoignage. De l'avis de Worthington, «le ministre de la Justice, Rob Nicholson, a fait un fou de lui en affirmant ne pas avoir l'autorité pour retarder l'extradition de Schreiber vers l'Allemagne». Greg Weston, du *Ottawa Sun*, s'interroge sur l'attitude des conservateurs. Si Schreiber devait être expulsé et réduit au silence, il faudrait conclure que «le premier ministre n'a jamais sérieusement voulu connaître la vérité sur l'affaire Mulroney-Schreiber», écrit-il.

The Globe and Mail soutient que, «si Schreiber finit par répondre à des questions au Canada, ce sera malgré le gouvernement conservateur». *The Globe* estime que la lumière doit être faite sur cette affaire, dans «l'intérêt des conservateurs et du pays». Pour cela, Schreiber doit rester au pays, mais le quotidien, qui compare la première séance du comité à «une performance, une négociation, une session de marchandage», avertit que Schreiber «ne pourra continuer de jouer au chat et à la souris avec les députés». Sinon, son utilité comme témoin devant une commission d'enquête sera mise en doute, tout comme la nécessité de retarder son extradition.

Don Martin, du *National Post*, ne peut croire que le même gouvernement qui a promis une commission d'enquête ait songé à ne pas lever le petit doigt pour empêcher l'extradition de Schreiber. Il se demande s'il n'y a pas eu volonté de camouflage. Quant au comité, il peut se révéler «une bénédiction» s'il s'éternise, ironise-t-il. «Avant que les députés aient fini de s'enduire de goudron et de plumes, les Canadiens, lassés, vont peut-être prier pour que quelqu'un donne à [Schreiber] une carte d'embarquement pour l'étranger».

The Toronto Star pensait en début de semaine que le comité ne pouvait être un substitut à une enquête publique. Au lendemain de la visite de Schreiber devant le Parlement, le quotidien n'a pas changé d'idée. Les députés ont bien réussi à arracher quelques miettes au personnage, mais ce n'est pas avec leurs questions allant dans tous les sens qu'ils pourront aller au fond des choses. Chroniqueur au même quotidien, James Travers doute même de la nécessité d'une enquête publique. Il ne voit pas en quoi «il est d'intérêt national de savoir si Schreiber en a eu pour son argent avec Mulroney». Selon lui, il aurait mieux valu «laisser tout ça à la police et à des procureurs».

La presse



du Canada

Au vert

Stephen Harper s'est trouvé davantage d'alliés avec sa prise de position sur les changements climatiques et son refus de signer, lors du sommet du Commonwealth, une déclaration finale prévoyant des cibles obligatoires de réduction d'émissions de gaz à effet de serre uniquement pour les pays développés.

The StarPhoenix, de Saskatoon, trouve la position de Harper raisonnable. Selon le quotidien, ce ne sont pas les pays qui n'ont pas réussi à atteindre leurs cibles initiales qui sont à blâmer pour l'échec de Kyoto mais la croissance accélérée des émissions de GES dans les pays en développement ayant adopté des technologies désuètes. Le *StarPhoenix* préconise des objectifs variables mais obligatoires pour tous afin que personne n'ait d'excuse pour son inaction.

The Globe and Mail n'était pas surpris des objections canadiennes puisque la déclaration envisagée perpétuait la logique fautive, selon le *Globe*, du protocole de Kyoto. «Il ne peut y avoir de bons et de mauvais émetteurs de gaz à effet de serre», tranche le quotidien. Comme lui, le *Calgary Herald* et le *National Post* applaudissent Harper. Le *Post* écrit: «En refusant de se laisser piéger dans des solutions irréalistes au problème du climat, M. Harper et son cabinet font un travail louable pour préserver les emplois et la compétitivité contre une hystérie verte malavisée.» Alan Ferguson, du *Vancouver Province*, va dans le même sens. A son avis, on aurait dû accueillir Harper avec

des fleurs au lieu de lancer le pot. «Le Canada ne va pas s'appauvrir volontairement alors que d'autres, dont les États-Unis, vont s'en sauver.»

The Times Colonist, de Victoria, pense au contraire que «des leaders malavisés comme Stephen Harper sont une des raisons pour lesquelles les efforts pour combattre les changements climatiques ratent désastreusement la cible». La logique du tout ou rien de Harper est erronée, car l'espoir d'une solution repose sur l'action immédiate des pays qui en ont les moyens, poursuit le quotidien. «L'échec de l'accord de Kyoto n'est pas dû à l'opposition des États-Unis mais aux pays qui l'ont signé et qui n'ont pas réussi à respecter leurs promesses. Et là encore, le Canada n'a pas fait sa part.»

Selon le *Toronto Star*, Stephen Harper a été fidèle à lui-même et n'a pas saisi l'importance que les Canadiens accordent à cet enjeu; il rappelle au premier ministre la défaite que les Australiens ont réservée à son allié, le premier ministre John Howard. Susan Riley, du *Ottawa Citizen*, s'étonne de voir un premier ministre à la recherche d'une majorité agir comme s'il voulait s'aliéner les électeurs urbains, en particulier en Ontario. Mais sa position a quelque chose de commode, note Riley. «Refuser des cibles significatives tant que les plus gros pollueurs n'en feront pas autant permet de laisser notre industrie de l'énergie fossile, en pleine croissance, continuer de faire la fête sans pratiquement aucune supervision ni contrainte.»

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

L'ENQUÊTE D'HERVÉ FISCHER SUR LE QUÉBEC IMAGINAIRE

Le Devoir a sollicité ses lecteurs en soutenant l'enquête «Québec imaginaire» lancée par l'artiste et philosophe Hervé Fischer. Saisissant le contexte sociopolitique tout à fait unique dans lequel le Québec se trouve actuellement, nous vous avons posé deux grandes questions: «Qu'est-ce que le Québec réel?» et «Quel est votre Québec imaginaire?» Vous avez été nombreux à répondre, contribuant au succès de l'aventure qui se termine aujourd'hui avec la parution de ces dernières réponses. L'auteur Hervé Fischer analyse maintenant les extraits des réponses dans le but d'en faire un ouvrage à paraître chez VLB éditeur. Merci à tous!



Denise Bombardier

À dépasser
l'entendement

L'éducation religieuse d'antan accordait au diable un rôle prépondérant dans nos vies. Le maléfique nous tendait tous les pièges, se lovait à l'intérieur de nos âmes et a fortiori de nos corps. Certains y croyaient dur comme fer d'autres s'en moquaient comme de l'an 40 et la plupart des gens en éprouvaient une peur secrète dont l'intensité variait selon la sensibilité et la fragilité de leur personnalité.

En sortant de ces années à l'eau bénite, on pouvait croire que les Québécois d'alors abandonneraient cette culture de la diabolisation. Or il semble bien, si on se fie aux réactions très nombreuses et très passionnelles que nous avons reçues depuis la semaine dernière, que ceux qui se disent victimes de cette diabolisation transmise par leur éducation religieuse non seulement n'en sont pas libérés mais la perpétuent à leur tour quand il s'agit de répondre à l'intervention du cardinal Marc Ouellet.

Parmi les centaines de courriels reçus, une majorité considère le cardinal et plus largement l'Église, comme des propagandistes de haine, d'asservissement intellectuel et de fourberie, quand ce n'est pas d'immoralité. L'Église du Québec, aussi marginale qu'elle soit devenue dans la réalité, demeure pour les baby-boomers une institution diabolique dont le cardinal Marc Ouellet semble l'incarnation la plus haïssable.

Ressentiment

Il y a un refus chez plusieurs d'envisager la moindre contribution bénéfique de l'Église et de ses clercs à l'évolution du Québec. Une partie des catholiques ne semble guère plus nuancée que les non-croyants affichés qui, ayant abandonné tous ces «mythes» et ce «système de pensée magique», devaient plutôt s'en fiche.

Il est aussi surprenant que des gens apparemment instruits et se prétendant libérés semblent incapables d'admettre qu'on puisse à la fois défendre le droit d'une personne à exprimer sa vision des choses sans partager cette même vision avec elle. En fait, pour plusieurs, l'héritage religieux suscite une colère, voire une rage tendant à prouver que nous sommes en quelque sorte condamnés à vivre dans le ressentiment.

Dans ces conditions, aucune analyse intellectuelle de la société actuelle n'est éclairante pour l'avenir. Nous sommes embourbés dans des préconceptions, des préjugés, des a priori peu propices à la seule posture qui vaille, à savoir la distance critique. Entre l'indigence intellectuelle d'une certaine éducation religieuse d'antan et la diabolisation actuelle d'une institution, l'Église du Québec, contestée de l'intérieur autour d'un vrai débat d'idées entre les conservateurs et les progressistes, peut-il exister une position lucide et libre?

Ces religieux extrémistes qui ont choisi le Québec saisissent notre fragilité identitaire et savent, avec une habileté surprenante pour les néophytes qu'ils sont, utiliser nos chartes. Ces religieux, en vérité, n'ont pas fini de nous hanter. En y réfléchissant bien, ils s'insèrent dans nos failles et exploitent nos complexes.

Les Québécois de la Révolution tranquille sont des gens qui ont tendance à douter. De leur passé, d'eux-mêmes, de ce qu'ils croient. Cela explique qu'ils aiment à s'enfermer dans leurs nouvelles certitudes, de peur de les perdre au premier coup de vent. Plusieurs estiment que l'Église est une institution à abattre alors qu'elle n'est plus ici qu'un lobby parmi d'autres, aussi impuissants qu'elle.

Il faut en effet reconnaître qu'il existe de nos jours chez nous quelques lobbys plus redoutables. L'erreur majeure de l'Église est sans doute de ne pas avoir compris qu'en s'opposant à la laïcité, elle devenait l'alliée objective des fondamentalistes qui sévissent parmi nous. Lors d'un débat télévisé l'an dernier à TVA, on pouvait se surprendre que le cardinal Jean-Claude Turcotte ait accepté de faire cause commune avec le peu regretté imam Saïd Jaziri et le rabbin ultraconservateur Silverstein, si peu représentatifs de leurs communautés respectives. Cela ne démontre-t-il pas que, catholiques ou pas, laïcs ou clercs, les Québécois dits de souche sont incapables d'assumer clairement ce qu'ils sont?

At-on déjà vu un imam, un juif hassidique ou un sikh enturbanné battre sa coulpe publiquement comme l'a fait le cardinal de Québec? L'Église catholique actuelle possède-t-elle des sections armées qui terrorisent la Terre entière? Les évêques font-ils l'apologie du meurtre? Existe-t-il des théocraties catholiques dans quelque pays du monde? À lire et à entendre ce qui s'est écrit et dit depuis une semaine dans les médias, on pourrait le croire.

Le révisionnisme historique qu'on croyait réservé aux totalitarismes de tout acabit nous menace aussi. Qu'a donc fait l'Église lorsqu'on l'a tous bouculée dans les années 60? Elle s'est retirée dans ses sous-sols et a adopté une attitude bien discrète. Certains clercs ont même été parmi les artisans les plus actifs de la Révolution tranquille.

C'est un prélat, M^{re} Alphonse-Marie Parent, qui a présidé la commission du même nom, où siégeait une religieuse et dont les recommandations ont révolutionné le système d'éducation. C'est un dominicain qui a présidé la commission qui a aboli la censure au cinéma. At-on enseigné cela aux jeunes?

À continuer de diaboliser le passé du Québec catholique, on va finir par rendre attirante pour les jeunes cette Église dont ils finiront par découvrir que malgré toutes ses faiblesses et sa morale discutée, particulièrement en matière de mœurs, elle est l'institution qui a appris à lire et à écrire à leurs ancêtres, eux qui sont en train de désapprendre la lecture et l'écriture, comme nous le démontrent les enquêtes récentes.

denbombardier@videotron.ca

Une société en mode survie

THIERRY VINCENT
Langueuil

Ce qui me frappe du Québec d'aujourd'hui, c'est sa courte vue, qui concerne aussi bien le passé que l'avenir, voire toutes les voies pouvant ouvrir sur des avenues alternatives.

Le Québec n'aime pas l'imaginaire, ou alors de manière très timide, très convenable. Un petit imaginaire de salon. Ce malaise généré par «ce qui ne se peut pas» est tributaire d'un blocage devant notre mémoire collective. Il a souvent été question de ce fameux manque de mémoire dont nous souffrons. Mais a-t-on déjà tenté de mesurer les impacts de ce manque? A-t-on, surtout, déjà tenté d'en démontrer les mécanismes? D'où vient-il? Quelle est sa raison d'être? À quoi sert-il?

Disons, de manière un peu courte, qu'il existe dans le monde deux sortes de sociétés: les dominantes et les dominées. Les dominantes sont idéalistes, tonitrueuses, accaparantes. Elles tirent tout à elles et s'approprient ce qui leur plaît, quitte à modifier leur conception du monde en conséquence.

Les dominées, au contraire, sont pragmatiques, discrètes et, surtout, éclatées. Elles se fragmentent, s'atomisent, évitent toute combinaison complexe afin de demeurer dissimulées. Ce sont des proies. Il faut bien qu'elles se camouflent. Leur science du camouflage est à ce point développée qu'elles parviennent à ce sommet qui consiste à ne plus être en mesure de se percevoir elles-mêmes.

Le Québec qui a peur

Dire du Québec qu'il est une proie, c'est heurter bien des sensibilités. Surtout celles créées par notre plus récent déguisement: celui du technicien habile et entreprenant, efficace et discret, capable d'arrondir les angles, d'adoucir les grandes réalisations des puissants. Malgré ce professionnalisme serein (aussi serein que pouvait l'être autrefois notre rapport à la terre), il ne faut pas trop gratter sous la surface.

Très vite apparaît la peur. Une peur déconnectante, atonisante, aveuglante. Cette peur est la raison de notre myopie, de notre rejet de toute idée trop compliquée, trop développée, peut-être surtout de notre manque flagrant de curiosité. Voir loin, au Québec (mille ans dans l'avenir, par exemple), constitue une impossibilité conceptuelle. Voir un peu différemment est automatiquement associé à la folie.

Sur le plan intellectuel, nous rampons et nous

nous camouflons. Le discours actuel sur notre dynamisme économique et nos belles réalisations artistiques n'est que la forme aujourd'hui en vogue de ce camouflage. Ce ne sont certes pas ces réussites qui vont faire gronder de colère les sociétés prédatrices qui nous entourent.

Nommer cette peur qui nous tenaille équivaut à transgresser un tabou. Cette peur, c'est celle de l'armée occupante. Nous sommes profondément traumatisés par le souvenir collectif de l'occupation militaire. C'est une image qui revient dans les conversations: «On n'a pas à se plaindre; ici, les soldats ne rentrent quand même pas dans les maisons.» Pourtant, ils l'ont déjà fait. Et la menace plane toujours, sourde, à peine audible. Une sorte d'acouphène dont on s'est accommodé.

Pour s'affranchir
du fédéral

On peut réviser l'histoire tant qu'on veut, en gommer tous les détails jugés trop violents ou compliqués, il reste que, dans les faits, notre société est dominée par une autre. De plus, le système qui nous maintient sous sa coupe est protéiforme. On aura beau respecter chacune des règles du jeu civil qui nous est imposé, ces règles changent au fur et à mesure que nous apprenons à nous en servir.

Le but de cette tricherie perpétuelle est simple: les règles du système fédéral se modifient de manière à ce qu'on ne puisse jamais s'en affranchir en douceur. Par ailleurs, comme nous ne sommes pas en position de force, l'utilisation de la violence est exclue. Toute manifestation trop ouverte ne peut conduire qu'au retour des militaires dans nos rues et à de nouvelles arrestations de masse.

En octobre 1970, c'est le spectre de 1838 qu'on agitait au-dessus de nos têtes. En 1980, l'armée canadienne effectuait des manœuvres inhabituelles en territoire québécois. Aujourd'hui, tout indépendantiste un peu trop affiché apprend vite que la police l'a à l'œil. Essayez, pour voir.

À partir du moment où les fédéralistes déclarent franchement qu'un référendum pour l'indépendance du Québec est l'équivalent pour eux d'une déclaration de guerre visant leurs acquis et que, lors d'une guerre, tous les coups sont permis, comment peut-on encore prêter foi aux règles qu'ils nous im-

posent? Ce n'est plus de la foi. C'est de l'abnégation. Nous ne pourrions jamais nous en sortir par la douceur. Nous ne sommes pas de taille à nous libérer par la force. Nous sommes coincés. Notre défaitisme n'a donc rien d'étonnant.

Québec idéal

Et si, encore, nous n'étions que les seules victimes de ce défaitisme... Malheureusement, cette perte du sens des proportions et des perspectives nous conduit à de viles lâchetés. Qu'on puisse aujourd'hui tourner autour du pot identitaire au point de réussir à rendre des immigrants responsables de la fragilité de notre culture relève de l'hypocrisie la plus crasse. Mieux encore: cette attitude nous fournit de nouvelles victimes, considérablement plus faibles que nous et sur lesquelles nous pouvons nous défouler sans trop courir de risques.

Se dresser devant plus fort que soi n'est malheureusement pas un de nos traits identitaires. Ce serait là une attitude tout ce qu'il y a d'idéaliste. Or nous sommes en mode «survie». Un survivant est un pragmatique. Il tient à ses maigres acquis, surtout quand il peut s'y emmitoufler [...].

Un Québec idéal (au-
dessus dit: plus res-
ponsable) corres-
pondrait donc à
u n e

société, une culture, une nation, un peuple capable d'élargir ses horizons de manière à: 1- acquérir une vision très claire de son histoire (et peut-être surtout de son imaginaire collectif); 2- avoir une bonne idée de son poids dans le monde et des répercussions que peut avoir chacune de ses décisions sur les autres populations du globe; 3- se donner enfin un rôle sur le plan mondial, une mission qui serait celle du Québec, notre contribution aux améliorations et aux progrès humains.

Je propose qu'après l'avoir réussi chez nous (vaste programme!), nous devenions les spécialistes du dénouement de toutes les crises identitaires provoquées par la colonisation. Nous sommes bien placés pour en parler. Nous sommes colonisés et dominés, mais avant tout colonisateurs et dominants. Parlez-en aux autochtones...



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Toute manifestation trop ouverte ne peut conduire qu'au retour des militaires dans nos rues et à de nouvelles arrestations de masse.

Le meilleur des mondes

FRANÇOIS ROY

J e rêve d'un pays habité de sages. Ceux-ci auraient adopté un mode de vie parfaitement compatible avec la nature, l'homme ayant de nouveau trouvé l'harmonie avec des écosystèmes équilibrés, riches d'une faune et d'une flore diversifiées.

Il ne s'agit pas d'un retour à une ère de chasseurs-cueilleurs, car la technologie, bien utilisée, s'insère certainement dans les desseins de l'évolution naturelle, si on peut lui prêter conscience. Je vois notre Terre comme une biosphère florissante dont l'humain serait le gardien. L'individualisme et le matérialisme seront des comportements oubliés en cours de route, lorsque le projet de société «Réserve écologique humanisée» du Québec aura pris son envol.

Un système intégré de partage des biens et services et de rotation des tâches aplanira les iniquités et les frustrations sociales, éradiquant du même coup la

convoitise et la violence préméditée. Le pouvoir de l'argent sera remplacé par le mérite honorifique du dévouement altruiste et des réalisations sociales, scientifiques ou autres. La politique telle que nous la connaissons n'existera plus, les grands courants étant débattus en consultations publiques et proposés par une assemblée de volontaires qui respecteront une nouvelle philosophie sociale.

Idéaux et naïveté

Lorsque cet équilibre harmonieux aura été atteint, les arts et les sciences connaîtront un nouvel essor. Le reste de la planète aura probablement déjà emboîté le pas, acculé au bord de crises environnementales et sociales sans précédent. La seule voie qui pourrait permettre ce virage à 180 degrés passe par l'éducation et de nouvelles valeurs qui s'établiront sur quelques générations, à moins que notre environnement ne devienne si invivable que les changements s'imposent d'eux-mêmes, douloureusement.

Très idéaliste et naïf, à mille lieues de la réalité, j'en conviens. Il y a fort à parier qu'une initiative semblable verra le jour ailleurs avant qu'elle n'apparaisse chez nous. Malheureusement, il semble que notre instinct primitif nous pousse vers l'individualisme, comportement incompatible avec la taille de l'humanité. La manifestation de cet individualisme au Québec s'est amplifiée depuis la Révolution tranquille, alors que l'Église a été remplacée par le matérialisme avec, comme conséquences à long terme, une perte d'identité et de fierté collectives, de qualité d'environnement.

Il nous faut rapidement une nouvelle institution inspirante et rassembleuse, basée sur un contexte concret et actuel, une philosophie laïque acceptable par toutes les cultures qui forment le Québec. Si on attend la catastrophe humanitaire globale pour tourner la page, il y a de fortes chances que la prochaine phase évolutive humaine suive le même scénario habituel: conquête, hégémonie, déclin, invasions barbares... sans jamais atteindre la sagesse et l'équilibre durable.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoit Mungler (responsable du site Internet), Emilie Polle-Boivin, Vincent Cauchy (communis internet), Laurence Clavel (pupitre), Philippe Papineau (pupitre), Louise-Maude Rioux Soucy (Santé), Pauline Gravel (sciences), Michel Garneau (caricatures), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Martin Duclos, Michèle Maierlant et Christine Dumais (correcteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médiat), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma/Isabelle Paré (culture)), à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Trépan (éditorialiste), à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Durrain (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Amélie Gaudreau (secrétaires à la rédaction), à l'information: Émilie Parent Bouchard, Éliane Plamondon-Émond (communis à la rédaction), La documentation: Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Olivier Spéciale (Québec), Monique Bherer (Ottawa), LA PUBLICITÉ: Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron (directeur adjoint), Julie Chénier, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pinnock, Chantal Rainville, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires), LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zermatt, Olivier Zaida, INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, Jean-Robert Divers (responsable promotion), L'ADMINISTRATION: Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Bellevue (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

Hannah Arendt avait prévu
la crise de nos écoles

La philosophie nous permet de mieux comprendre le monde actuel: tel est un des arguments les plus souvent invoqués par les professeurs de philosophie pour justifier l'enseignement de leur matière au collégial. Il y a près de deux ans maintenant, *Le Devoir* leur a lancé le défi, non seulement à eux, professeurs, mais aussi à d'autres auteurs, de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un grand penseur.

Aujourd'hui, exceptionnellement, changement de formule. Nous vous proposons une entrevue avec Alain Finkielkraut, philosophe français bien connu, au sujet d'une de ses principales influences, Hannah Arendt, et d'un de ses sujets préférés: l'école.

ANTOINE ROBITAILLE

Le Devoir. Hannah Arendt est très critique à l'endroit des «théories modernes de l'éducation», pour reprendre son mot. Elle y voit un «étonnant salmigondis de choses sensées et d'absurdités». A la pédagogie, elle reproche d'être devenue «une science de l'enseignement en général, au point de s'affranchir complètement de la matière à enseigner». Selon elle, cela correspondait à tarir «la source la plus légitime de l'autorité du professeur», le savoir. Qu'en pensez-vous?

Alain Finkielkraut. Je suis d'accord. J'ajouterais que depuis la publication de son texte *La crise de l'éducation*, en 1954, nous avons assisté à une «désintellectualisation» massive du métier de professeur. Autrefois, on pensait spontanément qu'un bon professeur, c'était quelqu'un qui connaissait bien sa matière, qui avait assez d'intimité avec cette matière qu'il enseignait pour savoir la transmettre à d'autres. Aujourd'hui, cette intimité est perçue non pas comme une qualité mais comme un handicap.

Une des raisons est l'élan démocratique, qui veut aujourd'hui inclure les enfants. Dans cette perspective, ils sont dès leur plus jeune âge tout ce qu'ils peuvent devenir: ils sont accomplis. Et ce qui importe, c'est de leur permettre d'exprimer leur génie propre.

L.D. Arendt avait vu cette idée triompher aux États-Unis dès les années 50. Dans ce contexte, l'adulte doit se borner à «assister» l'enfant, écrivait-elle.

A.F. Oui, le professeur n'est plus un maître aujourd'hui, c'est un «entraîneur». D'ailleurs, la promotion de la pédagogie au rang de spécialité va de pair avec la disqualification du cours magistral.

De plus, de nos jours, on prend acte de l'apparition d'un nouveau public scolaire particulièrement réfractaire à l'enseignement. Il n'a plus envie de plaire aux adultes et les choses anciennes ne l'intéressent plus. Dès lors, il faut l'intéresser coûte que coûte. La pédagogie est alors vue comme une sorte de boîte à outils contre l'anomie, contre l'indifférence, contre le chahut. Cela conduit certains pédagogues à dire par exemple qu'au lieu de mettre les élèves en contact avec des «monstres préhistoriques» comme Corneille, il vaut mieux partir de ce qui les intéresse, et puisqu'ils vivent dans un monde médiatique, d'introduire à l'école le «décryptage des médias».

Dépassement interdit

L.D. «Le monde dans lequel les enfants sont introduits est un monde ancien»: c'est là une des idées centrales d'Arendt que vous reprenez souvent. Mais l'école d'aujourd'hui semble refuser cette idée. On a peur de présenter aux élèves des «choses anciennes».

A.F. Oui, et c'est tout à fait extraordinaire: on renonce à l'idée de dépasser les élèves, de les désaccoutumer d'eux-mêmes. Or qu'est-ce que la transmission? C'est l'élargissement du présent: en lisant Platon et Corneille, nous devenons les contemporains de Platon et de Corneille. Aujourd'hui, on part du principe que les élèves, en vivant dans le présent et les enfants éga-

lement. Puisqu'il n'y a pas d'autre contemporanéité que celle de notre temps, l'actualité prime et les élèves sont censés ne désirer que l'actualité elle-même. Dans ce contexte, on oublie les classiques. Sinon, on les «dépeussière». Cette obsession du dépeussierage est très révélatrice.

L.D. C'est étrange: notre époque ne cesse de prôner l'ouverture à l'autre mais elle ne supporte pas l'altérité du passé. D'où nous vient cette fermeture?

A.F. C'est une sorte de «chauvinisme du présent». Le sentiment prévaut aujourd'hui selon lequel aucune autre époque que celle à laquelle nous vivons n'a combattu les diverses formes d'intolérance ou de refus de l'autre. A écouter ce qu'on dit d'elle, notre époque serait la seule à combattre simultanément la misogynie, l'homophobie, le racisme, l'antisémitisme, etc. Selon cette perspective, il n'y a plus aucune raison d'aller chercher des

Je crois que rien n'illustre mieux cette phrase extraordinaire d'Hannah Arendt que la situation de la langue. Pour acquérir un style qui vous soit propre, par exemple, il faut bien connaître la langue. Et la langue, elle, ne vous appartient pas.

leçons dans le passé, considéré comme une «grande noirceur». Et c'est ainsi d'ailleurs que l'allergie de plus en plus visible au dépassement se présente comme le privilège d'une époque ouverte à toutes les modalités de l'altérité.

L.D. C'est un paradoxe!

A.F. C'est même une imposture, c'est la grande imposture de notre temps. C'est un temps rétréci, c'est une époque qui croit avoir démythifié, récusé ou réfuté toutes les formes d'ethnocentrisme mais qui développe comme nulle autre avant elle l'ethnocentrisme du présent.

Être conservateur pour inventer

L.D. Dans *La crise de l'éducation*, Hannah Arendt écrit: «C'est justement pour préserver ce qui est neuf et révolutionnaire dans chaque enfant que l'éducation doit être conservatrice; elle doit protéger cette nouveauté et l'introduire comme un ferment nouveau dans un monde déjà vieux qui, si révolutionnaire que puissent être ses actes, est, du point de vue de la génération suivante, suranné et proche de la ruine.» Comment comprenez-vous cette phrase paradoxale aujourd'hui?

A.F. Je crois que rien n'illustre mieux cette phrase extraordinaire d'Hannah Arendt que la situation de la langue. Pour acquérir un style qui vous soit propre, par exemple, il faut bien connaître la langue. Et la langue, elle, ne vous appartient pas. Donc la mission première de l'école, c'est la transmission de la langue. Une langue est certes maternelle, donc on ne l'apprend pas qu'à l'école. Mais les nuances et les subtilités sont contenues dans la littérature que, précisément, l'école a pour mission de transmettre.

Or, aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Il y a un nombre considérable d'élèves en situation d'illettrisme jusque dans l'enseignement secondaire. On parle donc d'échecs lourds: un quart des élèves arrivent à la fin du primaire sans maîtriser l'orthographe, voire la lecture et l'écriture, mais en fait le diagnostic doit être radicalisé: ceux qui évitent l'échec lourd sont en situation de réussite légère. On voit aujourd'hui les Français divorcer d'avec leur propre langue. Celle-ci est de moins en moins bien parlée, moins les locuteurs ont la possibilité de faire



ARCHIVES LE DEVOIR

Pour en savoir plus sur la vie et l'œuvre de la philosophe Hannah Arendt, vous pouvez consulter le site www.hannaharendt.org.

valoir leurs possibilités de commencer quelque chose de neuf.

Dépasse?

L.D. Pour certains, la critique d'Arendt est dépassée. Un philosophe québécois, George Leroux, écrivait récemment que cette critique relevait d'une nostalgie pour la «culture d'élite», héritée «de la Renaissance européenne». Celle-ci, selon lui, est entrée «dans un processus d'érosion qui semble incontrôlable», les jeunes choisissant plutôt «les modèles de la culture mondialisée qui les séduisent». «Toutes les récriminations des penseurs conservateurs, comme Allan Bloom ou Alain Finkielkraut, déplorant son déclin n'y changeront rien, ajoutait-il, évoquant votre essai *La Défaite de la pensée* (Gallimard, 1987). «Cette bataille est perdue», insistait-il.

A.F. Elle est peut-être perdue dans la mesure où il est de plus en plus difficile de différencier la culture de l'inculture. L'adjectif découlant de «culture», aujourd'hui, ce n'est plus tellement celui de «cultivé», c'est celui de «culturel». C'est là justement que la possibilité même de l'enseignement véritable est remise en cause. Si tout est culturel, si la culture relève du «déjà là», du donné, et d'une ascèse, alors en effet l'école n'est rien d'autre qu'une garderie, un lieu où il s'agit de donner aux gens la capacité simplement de s'orienter dans le monde et d'exercer telle ou telle fonction professionnelle nécessaire à l'économie de la société. C'est pour cela que je trouve absurde qu'on dise que ce combat est dépassé. Enfin, [dans *La Défaite de la pensée*], en 1987, je voyais s'estomper la frontière entre la culture et l'inculture. Malheureusement, aujourd'hui, nous sommes peut-être arrivés au terme de ce processus.

L.D. Relisons encore Arendt: «L'enseignement des langues illustre [...] la substitution du faire à l'apprendre et du jeu au travail: l'enfant doit apprendre en parlant, c'est-à-dire en faisant et non en étudiant la grammaire et la syntaxe.» Cela ressemble beaucoup à ce que je constate dans l'enseignement que reçoivent mes enfants. Toutefois, au Québec comme en France, je remarque qu'on parle du retour de la dictée.

A.F. En effet, on dirait parfois que la bataille, bien que probablement perdue, se déroule encore. Peut-être aussi que, selon le fameux vers de Hölderlin, «là où croît le danger croît aussi ce qui sauve». Peut-être qu'avec une dé-

culturation générale, on assistera à un sursaut.

L.D. Il y a peut-être un peu d'espoir, donc?

A.F. Oui. Mais je constate aussi que chaque fois qu'une initiative de bon sens est prise, elle est immédiatement stigmatisée, fustigée dans la presse progressiste. On parle de «nostalgie d'un ordre scolaire disparu», de «nostalgie des coups de règle sur la table». Et surtout — et c'est pour cela que mon pessimisme reste grand —, il est impossible de faire admettre que la sélection est un instrument démocratique. On combat aujourd'hui de manière très violente toute forme de sélection à l'école. Ce qui fait que, d'ici peu, l'enseignement exigeant trouvera refuge dans quelques lycées ou collèges privés. Ça commence à être le cas, et je pense que cette tendance est inéluctable.

Les gens croient que le refus de la sélection est une conquête de la démocratie. En réalité, c'est à la fois une défaite de la démocratie et une défaite de la culture. Parce que, bien entendu, les seuls à pouvoir échapper à la médiocrité ambiante, ce seront les enfants dont la famille aura assez d'argent.

Expérience des belles choses

L.D. Vous avez entre autres une formation de professeur de français. Vous enseignez à l'École polytechnique, mais si vous exercez votre profession auprès d'adolescents, au secondaire par exemple, que feriez-vous pour appliquer les idées arendtiennes?

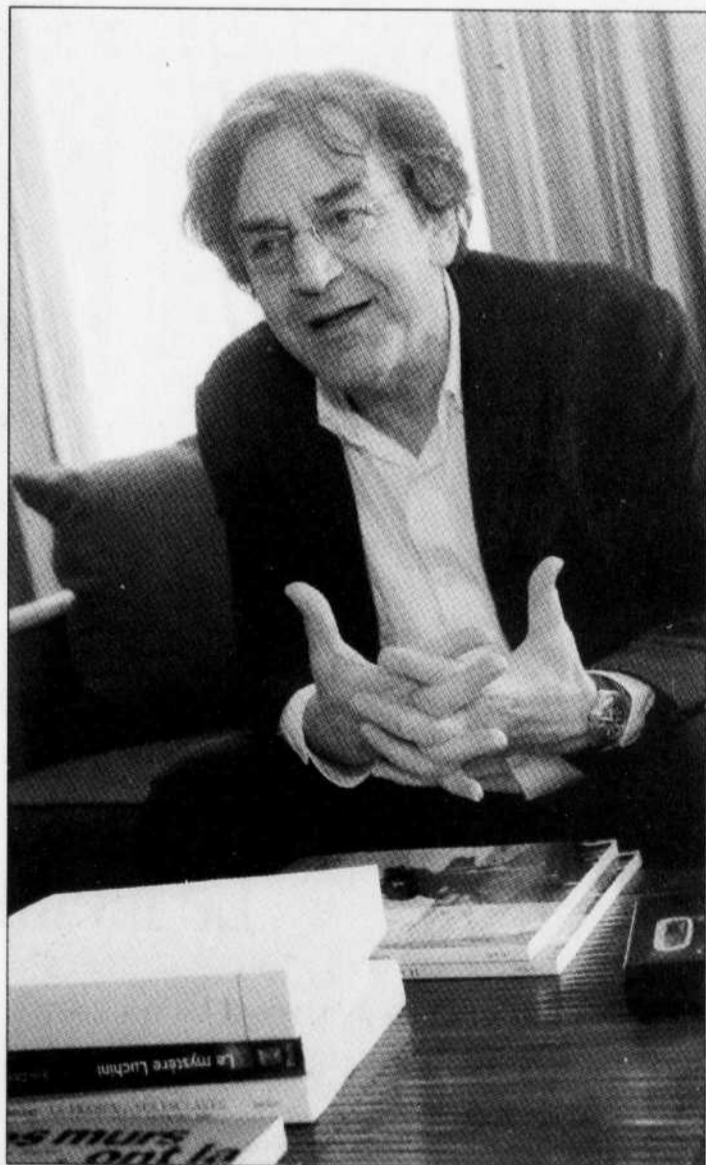
A.F. Je ferais ce que d'autres professeurs tentent déjà de faire. J'enseignerais la littérature.

L.D. A partir de quel âge?

A.F. Il ne faut pas l'enseigner avant le collège, soit vers l'âge d'onze ou douze ans, même si on peut, dans l'enseignement primaire, leur faire toucher du doigt la beauté.

L.D. Apprendre certains poèmes et des fables, par exemple?

A.F. Oui. Et par les dictées où se déploie une belle langue. Cela me fait penser à une phrase de Leo Strauss: «Les Grecs avaient une belle expression pour désigner la vulgarité. Ils l'appelaient "apeirokalia": manque d'expérience des belles choses.» J'essaierais donc, si j'étais professeur dans l'enseignement secondaire, de donner à mes élèves l'expérience des belles choses. Pour cela, je devrais résister à cette espèce de relativisme culturel devenu dominant, qui consiste à dire que tout est opinion et que la beauté ne relève que du



LOIC VENANCE AGENCE FRANCE-PRESSE

Le philosophe français Alain Finkielkraut dans son appartement, à Paris, le mois dernier.

jugement subjectif. Non, le sens de l'enseignement, c'est de résister à ce que j'appelle l'absolutisme égalitaire. Il est très important, dans un monde toujours plus enlaidi, de donner très tôt aux élèves l'expérience des belles choses, de leur rappeler notamment que, demain, ils seront des travailleurs et des consommateurs mais qu'ils ne seront pas que cela.

L.D. Quels textes donneriez-vous à lire à 12 ans, par exemple?

A.F. Je me souviens d'un documentaire où le professeur disait qu'elle aimait enseigner *Le Cid* à ses élèves de 13-14 ans. Je ne vois pas pourquoi on se refuserait à leur faire lire ces vers, pourtant si loin de leurs préoccupations immédiates. A mon programme, il y

aurait aussi des textes plus accessibles, mais je n'hésiterais pas à y mettre des textes étrangers à leur monde. Mon critère serait à la fois l'accessibilité et l'exotisme.

Le Devoir

◆ ◆ ◆

Alain Finkielkraut vient de faire paraître *La Querelle de l'école*, un recueil de transcriptions de débats radiophoniques au sujet de l'école (Stock-Panama-France Culture, 221 pages).

Vos suggestions et commentaires sont les bienvenus. Ecrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com.